Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1999)

Heft: 125

Artikel: Forum de Glion : quel avenir pour la Suisse?

Autor: Psachin, Olivia

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-847587

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Forum de Glion : quel avenir pour la Suisse ?

À l'initiative de la TSR et du journal Le Temps, comme chaque année, le forum veut permettre à la Suisse romande de se pencher sur les défis helvétiques.

Olivia Psachin

« *Internet mondialise les horaires* », martèle Nick Hayek lors de l'ouverture du Forum, en présentant le modèle Swatch beat ou heure internet, ainsi que le Swatch earthlink qui permettra aux objets électroniques de reconnaître les usagers. Quant à la biotique, convergence entre la biologie et l'informatique, elle va, selon Joël de Rosnay, permettre un jour aux machines de reconnaître mouvements, odeurs et pourquoi pas pensées humaines. Les biopuces, fonctionnant grâce aux codages ADN, permettront de résoudre des problèmes informatiques.

Le vendredi commença ses débats par l'intervention volontairement enthousiaste de Nelly Wenger sur la faisabilité de l'Expo 02 ce qui n'empêcha pas la majorité des participants de conclure à une sorte de panne de la Suisse à réaliser de grands projets.

Le reste de la journée se consacre aux rapports Suisse-Union européenne. L'ambassadeur Alexis Lautenberg, chef de la Mission suisse auprès de l'UE, affirme, en introduction à la table ronde sur le thème de la menace sur la Suisse de l'harmonisation fiscale européenne, que la Suisse doit adapter à terme sa fiscalité à celle de l'UE via une sorte d'intégration autonome dans la fiscalité européenne. À condition, selon Michel Dérobert de l'Association des banquiers privés, que les paradis fiscaux liés aux membres de l'UE soient inclus dans la discussion.

Les systèmes de notification et de retenue à la source cohabitent actuellement au sein de l'UE. Celle-ci cherche à mettre au point, depuis dix ans, un système unique. Etant donné le contexte actuel, l'ambassadeur Lautenberg pense que la Suisse doit suivre avec attention le dossier : il y a réalisation du marché intérieur, rigueur budgétaire imposée aux gouvernements des Quinze, concurrence entre les implantations industrielles obligeant l'UE à réfléchir aux moyens de décharger le travail du poids de la fiscalité pour aller vers une imposition du capital.

Lors de la table ronde, Jean Bensaïd, conseiller technique au Cabinet du Premier ministre français, rappelle que l'aboutissement du projet d'harmonisation fiscale européenne n'implique pas l'accord des pays tiers mais que ceux-ci seront touchés par la création de mesures équivalentes. Jacques de Watteville, chef du Service économique et financier du DFAE, souligne le souci du Conseil fédéral de conserver une place financière suisse saine, et les mesures prises pour la lutte contre le blanchiment d'argent sale, mesures qui mettent la Suisse en position de leader dans la lutte contre les activités du crime organisé. Par contre, Jean Russoto, avocat à Bruxelles, fait part de sa circonspection sur l'état d'avancement du projet d'harmonisation fiscale européenne.

Le thème du prix de l'intégration de la Suisse à l'UE suscite de vifs échanges entre Oskar Freysinger, président de la section valaisanne de l'UDC, et les autres intervenants. Pour la radicale Christine Beerli, l'UE est une communauté de paix, et le démocrate-chrétien Jean-Philippe Maître ajoute que l'intégration de la Suisse devient urgente car plus le temps passe plus le prix économique et politique sera élevé. La socialiste Christiane Brunner manifeste sa crainte de voir le monde économique suisse se désintéresser de l'adhésion après l'acceptation des accords bilatéraux, et le libéral Simon Eggly de craindre un moratoire de la pensée politique. Par contre, l'écologiste Luc Recordon veut éviter tout amalgame entre bilatérales et possible adhésion, et Christine Beerli d'envisager une possibilité d'adhésion dans un délai de 5 à 10 ans. Oskar Freysinger s'inscrit en faux, craignant la dilution de l'identité suisse au sein de l'UE, l'augmentation du chômage, la fin de la démocratie directe… et l'absence de défense propre de l'Europe, tout en soulignant l'inféodation européenne au parapluie américain.

Le conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, Joseph Deiss conclut la journée en affirmant que la Suisse ne peut rester isolée et doit, pour défendre ses intérêts, participer aux grandes alliances supranationales, en commençant par adhérer à l'ONU. Si l'objectif du Conseil fédéral reste l'adhésion à l'UE, M. Deiss resta d'une prudence qui lui fut reprochée par les participants, sur ce dossier de l'adhésion.

Pour finir ses travaux de réflexion, le Forum s'interroge pour savoir si la Suisse peut devenir leader mondial des biotechnologies. Patrick Aebischer, nouveau président de l'École polytechnique de Lausanne, plaide en faveur des Start up (petites entreprises commercialisant la recherche), générant des emplois, surtout aux États-Unis. Si la Suisse est classée première en science performante, des raisons culturelles freinent l'exploitation commerciale du savoir-chercher helvétique. Hervé de Kergroven, analyste chez Darier Hentsch & Cie, d'asséner que la pharmacie suisse est aujourd'hui installée aux États-Unis notamment à cause de la taille du marché américain et de sa capacité à évoluer. Patrick Aebischer conclut le débat en rappelant l'absolue nécessité de donner aux jeunes chercheurs suisses un espoir de promotion au mérite, mais également de créer des Start up financés par le capital-risque. Le but étant de faire revenir les cerveaux suisses expatriés ou de les conserver.